

**No. 26861**

—

**FRANCE  
and  
MONACO**

**Exchange of letters constituting an agreement on the construction of the road link connecting expressway A.8 to national highway 7 (with annex). Monaco, 30 December 1988**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 6 October 1989.*

—————

**FRANCE  
et  
MONACO**

**Échange de lettres constituant un accord relatif à la construction de la bretelle de liaison de l'autoroute A.8 à la route nationale 7 (avec annexe). Monaco, 30 décembre 1988**

*Texte authentique : français.*

*Enregistré par la France le 6 octobre 1989.*

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE  
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE  
GOUVERNEMENT DE MONACO RELATIF À LA CONSTRUC-  
TION DE LA BRETELLE DE LIAISON DE L'AUTOROUTE A.8  
À LA ROUTE NATIONALE RN7

I

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE À MONACO

Monaco, le 30 décembre 1988

Monsieur le Ministre d'Etat,

Par décision ministérielle du 12 mai 1986, le Gouvernement de la République Française a approuvé l'avant-projet de construction de la bretelle de liaison de l'Autoroute A.8 à la Route Nationale 7 dite de la Moyenne Corniche entre l'échangeur de la Turbie et le lieu dit « Les Costes » sur la Commune d'Eze. Les travaux de construction de la bretelle ont été déclarés d'utilité publique par décret du 20 avril 1988.

Le Gouvernement français se propose de concéder la construction et l'exploitation de cette bretelle à la Société Esterel Côte d'Azur (ESCOTA) dont l'accord de principe a été obtenu.

Par ailleurs, l'avant-projet d'aménagement de la RN.7 entre la bretelle de l'autoroute et l'entrée Ouest de Monaco a été approuvé par décision du 30 mars 1987. La procédure de déclaration d'utilité publique est en cours.

Le Gouvernement Princier souhaite la réalisation d'un tunnel à sens unique montant, financé par la Principauté, qui relierait directement le réseau routier monégasque à la Moyenne Corniche ainsi mise à trois voies, à proximité de son extrémité Est (Carrefour dit de l'Hôpital).

Cette réalisation n'appelle pas d'objection de principe de la part du Gouvernement de la République Française qui est disposé à la faciliter et qui la tient pour compatible avec l'aménagement à envisager.

En conséquence, le Gouvernement de la République Française a l'honneur de proposer ce qui suit :

« 1) Le Gouvernement de la République Française veille à ce que la Société ESCOTA entreprenne les travaux de construction de la bretelle de liaison de l'Autoroute A.8 à la Route Nationale 7 dans les meilleurs délais en vue d'une mise en service de l'ouvrage à la fin 1991 ou au début 1992.

2) Le Gouvernement de la République Française met en place le financement nécessaire à l'exécution des travaux d'aménagement de la Route Nationale 7 entre la bretelle de l'autoroute et l'entrée Ouest de Monaco en vue de leur achèvement lors de la mise en service de la bretelle autoroutière.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 30 décembre 1988, date de la lettre de réponse, conformément aux dispositions desdites lettres.

3) La Principauté de Monaco participe au financement des travaux de construction de la bretelle de liaison de l'autoroute, dont le coût est estimé à 280 MF (valeur janvier 1987).

Conformément aux conclusions du groupe de travail franco-monégasque réuni le 26 juin 1987, cette participation sera versée directement à la Société ESCOTA sous la forme d'une avance forfaitaire de 130 millions de francs aux conditions économiques de janvier 1987. Elle sera indexée sur l'indice TP01 et remboursée de 2001 à 2010.

L'Etat français, autorité de tutelle de la Société ESCOTA, veillera à la bonne exécution de ces dispositions.

4) Une Convention qui a recueilli l'agrément des autorités françaises est conclue entre l'Etat monégasque et la Société Esterel Côte d'Azur. Cette Convention, qui est régie par le droit français, fixe les modalités d'application des principes ci-dessus énoncés.

Tous les amendements dont elle pourrait ultérieurement faire l'objet seront, avant signature, soumis à l'agrément du Gouvernement de la République Française.

5) Les deux Gouvernements pourront par ailleurs d'un commun accord examiner les conditions techniques et financières dans lesquelles pourrait être réalisée une desserte directe de la Turbie depuis la bretelle autoroutière ».

Je vous serais obligé de me faire savoir si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément du Gouvernement Princier. Dans ce cas, la présente lettre et celle que vous voudrez bien m'adresser en réponse constitueront un accord entre nos deux Gouvernements, accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

[Signé]

LÉONARD LIPATZ  
Consul Général de France à Monaco

## II

PRINCIPAUTÉ DE MONACO  
SERVICE DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
DIRECTION

Le 30 décembre 1988

N° 3957

Monsieur le Consul Général,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

*[Voir lettre I]*

J'ai l'honneur de vous faire part, en réponse, de l'accord du Gouvernement Princier sur les dispositions qui précèdent.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Consul Général, l'assurance de ma haute considération.

*[Signé]*JEAN AUSSEIL  
Ministre d'Etat de la PrincipautéMonsieur Léonard Lipatz  
Consul Général de France  
Monaco

Entre les soussignés :

Monsieur Roger Passeron, Chevalier de l'Ordre de Saint Charles, Administrateur des Domaines, en ses bureaux, 22, rue Princesse Marie de Lorraine à Monaco,

Agissant en sadite qualité avec l'autorisation de Son Excellence Monsieur le Ministre d'Etat et de Monsieur le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Economie, lesquels viseront le présent acte conformément aux prescriptions de l'Ordonnance Souveraine du seize juillet mil neuf cent vingt-six,

Et plus spécialement en exécution d'une décision prise en Conseil de Gouvernement le 21 septembre 1987,

D'une part, et :

Monsieur G. Morancay, Président du Conseil d'Administration de la Société de l'Autoroute Esterel Côte d'Azur,

D'autre part,

Considérant l'échange de lettres en date du 30 décembre 1988 relatif à la réalisation des travaux de construction de la bretelle de liaison de l'Autoroute A.8 à la Route Nationale 7 dite de la Moyenne Corniche;

Considérant que par cet échange de lettres, le Gouvernement Princier a notamment accepté de contribuer au financement de ces travaux au moyen d'une participation versée de manière forfaitaire, indexée et consentie sous forme d'avance;

Considérant également que par cet échange de lettres, l'Etat français s'est engagé à assurer le financement du projet d'aménagement de la Route Nationale 7, dite de la Moyenne Corniche, entre la bretelle autoroutière et l'entrée Ouest de Monaco;

Considérant enfin que cet échange de lettres prévoit qu'une convention, entre l'Etat monégasque et la Société Esterel Côte d'Azur, en fixera les modalités d'application;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

#### *Article premier*

La concession de la construction et de l'exploitation d'une bretelle de liaison de l'Autoroute A.8 au droit de la Turbie à la Route Nationale 7 dite de la Moyenne Corniche au lieu-dit « Les Costes », a été confiée à la Société Esterel Côte d'Azur.

#### *Article 2*

Le coût prévisionnel de cette réalisation s'élève globalement à 280 millions de francs (valeur janvier 1987).

#### *Article 3*

Le financement de cette opération est assuré par la Société Esterel Côte d'Azur.

#### *Article 4*

L'Etat monégasque s'engage à verser à la Société Esterel Côte d'Azur, sous forme d'avance, une participation financière forfaitaire de 130 millions de francs (valeur janvier 1987).

Le versement de cette participation interviendra selon l'échéancier suivant :

P1 = 26 MF réglés dans le mois suivant la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux;

P2 = 26 MF réglés un an après cette date;

P3 = 26 MF réglés 2 ans après cette date;

P4 = 26 MF réglés 3 ans après cette date;

P5 = 26 MF réglés à l'achèvement des travaux d'aménagement de la route de la Moyenne Corniche.

Cette participation est indexée selon la formule ci-après :

$$P = P_n \times \frac{TP01_n}{TP01_o}$$

dans laquelle :

P : montant du versement révisé,

P<sub>n</sub> : montant de la participation prévu à l'échéancier,

TP01 n : valeur de l'indice TP01 trois mois avant la date du versement,

TP0A o : valeur de l'indice TP01 au 1<sup>er</sup> janvier 1987.

#### Article 5

Le montant total en francs courants des versements P effectués conformément à l'article 4 sera remboursé par la Société Esterel Côte d'Azur par dixième payables au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année de 2001 à 2010. Chaque remboursement fera l'objet d'une indexation à 80 % de l'évolution de l'indice T.P.01, selon la formule ci-après :

$$\left( 0,20 \text{ plus } 0,80 \frac{T.P. 01 N}{T.P. 01 O} \right)$$

Pour l'application de cette formule :

T.P. 01 O = valeur de l'indice à la date du dernier versement (P5 susvisé);

T.P. 01 N = valeur de l'indice au troisième mois précédant la date du remboursement considéré.

Cette modalité de remboursement est établie sur la base de la fixation d'un tarif de péage appliqué à cette voie nouvelle égal ou supérieur à plus 2,50 F par rapport au droit perçu à l'échangeur de la Turbie, en valeur janvier 1987, indexé selon l'indice INSEE des 295 postes.

Si la Société Esterel Côte d'Azur n'était pas en mesure d'appliquer cette disposition tarifaire, les parties conviennent de se rapprocher en vue de déterminer, d'un commun accord, de nouvelles conditions d'indexation du remboursement.

FAIT en triple exemplaire; Monaco, le 30 décembre 1988.

L'Administrateur des Domaines,

[Signé]

ROGER PASSERON

Pour la Société Esterel Côte d'Azur :

[Signé]

G. MORANCAÏ

---

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT<sup>1</sup>  
BETWEEN THE FRENCH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE PRINCIPALITY OF MONACO CONCERNING  
THE CONSTRUCTION OF THE ROAD LINK CONNECTING  
EXPRESSWAY A.8 TO NATIONAL HIGHWAY 7 (RN.7)

I

FRENCH REPUBLIC  
CONSULATE-GENERAL OF FRANCE IN MONACO

Monaco, 30 December 1988

Sir,

By Ministerial decision of 12 May 1986, the Government of the French Republic approved the preliminary proposal for the construction of the road link connecting Expressway A.8 to National Highway 7 (RN.7), known as the “Moyenne Corniche”, between the Turbie interchange and the locality known as “Les Costes” in the Commune of Eze. The construction work for the link was declared to be in the public interest by a decree of 20 April 1988.

The French Government proposes to grant the concession for the construction and operation of this link to the Société Esterel Côte d’Azur (ESCOTA), which has given its agreement in principle.

In addition, the preliminary proposal for the improvement of National Highway 7 between the expressway link and the Monaco West entrance was approved by a decision of 30 March 1987. The procedure for it to be declared in the public interest is in progress.

The Government of the Principality is in favour of the construction of a one-way uphill road tunnel, financed by the Principality and connecting the road system of Monaco directly to the Moyenne Corniche, which would thus become a three-lane highway, near its eastern terminus (the intersection known as Carrefour de l’Hôpital).

The Government of the French Republic has no objection in principle to this project, which it is prepared to facilitate and which it considers compatible with the proposed improvement.

Accordingly, the Government of the French Republic has the honour to propose the following:

“(1) The Government of the French Republic will see to it that the Société ESCOTA undertakes the construction of the connecting link between Express-

<sup>1</sup> Came into force on 30 December 1988, the date of the letter in reply, in accordance with the provisions of the said letters.



way A.8 and National Highway 7 as soon as possible with a view to its entry into service at the end of 1991 or the beginning of 1992.

“(2) The Government of the French Republic will make available the financing required for the execution of the improvement work on National Highway 7 between the expressway link and the Monaco West entrance with a view to its completion by the date of the entry into service of the expressway link.

“(3) The Principality of Monaco will participate in the financing of the construction work for the road link connecting with the Expressway, the cost of which is estimated at 280 million francs (January 1987 value).

“In conformity with the conclusions of the Franco-Monegasque Working Group which met on 26 June 1987, Monaco’s share of the financing will be paid directly to the Société ESCOTA in the form of a lump-sum advance of 130 million francs, in the economic conditions prevailing in January 1987. It will be indexed according to the TP01 index and repaid between 2001 and 2010.

“The French State, which is the fiduciary of the Société ESCOTA, will ensure the proper implementation of these provisions.

“(4) A Convention which has been approved by the French authorities has been concluded between the State of Monaco and the Société Esterel Côte d’Azur. That Convention, which is governed by French law, establishes the modalities for the implementation of the principles set out above.

“Any subsequent amendment to the Convention shall be subject, before signature, to the approval of the Government of the French Republic.

“(5) The two Governments may also, by agreement, consider the technical and financial conditions in which direct service may be established between the Turbie interchange and the expressway link.”

I should be grateful if you would inform me whether the foregoing provisions meet with the agreement of the Government of the Principality. If so, this letter and your reply shall constitute an agreement between our two Governments, which shall enter into force on the date of your reply.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

LÉONARD LIPATZ  
Consul-General of France in Monaco

## II

PRINCIPALITY OF MONACO  
DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS  
OFFICE OF THE DIRECTOR

30 December 1988

No. 3957

Sir,

In your letter of today's date, you have been good enough to inform me of the following:

[*See letter I*]

I have the honour to inform you in reply that the Government of the Principality agrees to the above provisions.

Accept, Sir, etc.

[*Signed*]

JEAN AUSSEIL  
Minister of State of the Principality

Mr. Léonard Lipatz  
Consul-General of France  
Monaco

The undersigned:

Mr. Roger Passeron, Knight of the Order of St. Charles, Administrator of the Domains, in his office at 22 rue Princesse Marie de Lorraine in Monaco,

Acting in the above capacity with the authorization of His Excellency the Minister of State and of the Government Councillor for Finance and Economic Affairs, who will certify that this document is in conformity with the provisions of the Sovereign Ordinance of the 16th of July, 1926,

And, more specifically, pursuant to a decision taken in Government Council on 21 September 1987,

On the one hand, and

Mr. G. Morancay, Chairman of the Board of Directors of the Esterel Côte d'Azur Expressway Company,

On the other hand,

Considering the exchange of letters of 30 December 1988 concerning the construction of the road link connecting Expressway A.8 to National Highway 7 (RN.7), known as the Moyenne Corniche;

Considering that by that exchange of letters the Government of the Principality, *inter alia*, agreed to contribute to the financing of the construction work in the form of a lump sum indexed and paid in advance;

Considering also that by that exchange of letters the French State undertook to ensure the financing of the project for the improvement of National Highway 7, known as the Moyenne Corniche, between the expressway road link and the Monaco West entrance;

Considering, finally, that that exchange of letters provides for an agreement between the State of Monaco and the Société Esterel Côte d'Azur establishing the modalities for implementation;

Have agreed and decided as follows:

#### *Article 1*

The concession for the construction and operation of a road link connecting Expressway A.8 from the right side of the Turbie interchange to National Highway 7, known as the Moyenne Corniche, at the locality known as "Les Costes" has been granted to the Société Esterel Côte d'Azur.

#### *Article 2*

The total estimated cost of this undertaking is approximately 280 million francs (January 1987 value).

#### *Article 3*

The project will be financed by the Société Esterel Côte d'Azur.

#### *Article 4*

The State of Monaco undertakes to pay to the Société Esterel Côte d'Azur, as an advance, a lump sum contribution of 130 million francs (January 1987 value).

This contribution shall be paid according to the following schedule:

P1 = 26 million francs paid in the month following the date of notification of the service order for the commencement of construction work;

P2 = 26 million francs paid one year after that date;

P3 = 26 million francs paid two years after that date;

P4 = 26 million francs paid three years after that date;

P5 = 26 million francs paid on completion of the improvement work on the Moyenne Corniche road.

This contribution shall be indexed in accordance with the following formula:

$$P = P_n \times \frac{TP01 n}{TP01 o}$$

in which:

P: Amount of revised payment,

P<sub>n</sub>: Amount of contribution as provided for in the schedule,

TP01 n: Value of the TP01 index three months before the date of payment,

TP0A o: Value of the TP01 index on 1 January 1987.

#### *Article 5*

The total amount, in current francs, of the payments made in conformity with article 4 shall be repaid by the Société Esterel Côte d'Azur in tenths, payable on 1 January each year from 2001 to 2010. Each repayment shall be indexed at 80 per cent of the movement of the TP01 index in accordance with the following formula:

$$(0.20 + 0.80 \frac{TP01 N}{TP01 O})$$

For the application of this formula:

TP01 O = value of the index on the date of the last payment (P5 above);

TP01 N = value of the index in the third month preceding the date of repayment in question.

This method of repayment is based on the establishment of a toll charge on the new road equal to or higher than +2.50 francs compared with the charge levied at the Turbie interchange, in January 1987 value, indexed on the basis of the 295-item INSEE index.

If the Société Esterel Côte d'Azur is unable to apply this tariff provision, the parties agree to meet in order to establish, by agreement, new indexing conditions for repayment.

DONE in three copies; Monaco, 30 December 1988.

The Administrator of the Domains,

[*Signed*]

ROGER PASSERON

For the Société Esterel Côte d'Azur:

[*Signed*]

G. MORANCAY

---

